

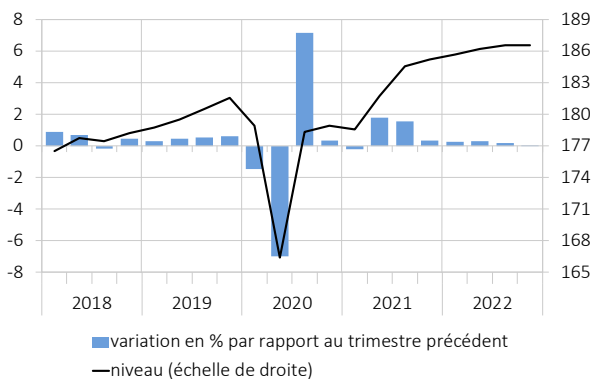
Situation de l'économie suisse

Aperçu

Au 4^e trimestre 2022, l'économie suisse a stagné. Le PIB corrigé des événements sportifs n'a guère progressé (+0,0 % ; graphique 1)^{1, 2}, après avoir atteint 0,2 % au trimestre précédent. L'évolution du PIB de la Suisse cadre ainsi avec celle de l'Europe. Le PIB de la France a enregistré une croissance de 0,1 %, tandis que l'Allemagne a vu son PIB reculer de -0,4 %.

graphique 1 : PIB

PIB : valeurs réelles désaisonnalisées et corrigées des événements sportifs, niveau en mia de francs



La détérioration de l'environnement international a freiné les exportations de marchandises et a pesé sur les secteurs de l'industrie suisse les plus sensibles à la conjoncture. La valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière a légèrement reculé, toutefois à partir d'un niveau très élevé. L'industrie chimique et pharmaceutique s'est à nouveau révélée être un facteur de soutien.

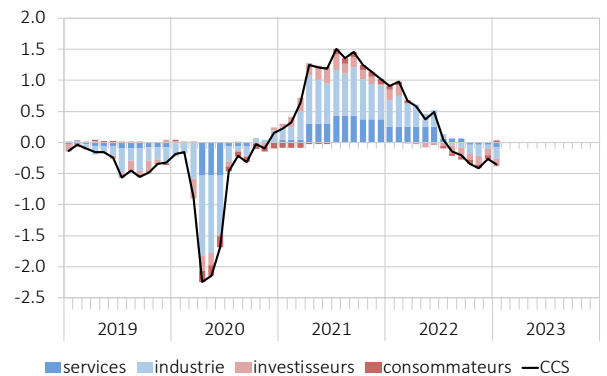
Jusqu'à présent, le marché du travail a connu une évolution positive en Suisse : l'emploi a nettement progressé au 4^e trimestre et le chômage a légèrement reculé. La rémunération des salariés a poursuivi sa hausse modérée des trimestres précédents tandis que les prix à la consommation sont restés au même niveau qu'au trimestre

précédent.³ Malgré un climat de consommation historiquement négatif, les dépenses de consommation ont continué d'augmenter au 4^e trimestre bien qu'à un rythme légèrement inférieur à la moyenne historique. En revanche, les données actuellement disponibles indiquent une baisse des dépenses de consommation privée dans la zone euro, où la forte hausse des prix à la consommation a eu un impact plus important.

Ces derniers mois, les indicateurs conjoncturels nationaux et internationaux se sont stabilisés à des niveaux relativement bas ou ont légèrement progressé. Au niveau de la confiance, le creux de la vague pourrait être dépassé au niveau international. En particulier, la situation énergétique en Europe est moins tendue qu'à l'automne.

graphique 2 : Climat conjoncturel suisse (CCS)

écart par rapport à la moyenne à long terme, contributions des composantes



L'indice du climat conjoncturel suisse reste inférieur à sa moyenne historique depuis l'été 2022 (graphique 2). Cela s'explique notamment par les indicateurs du secteur industriel, qui suivent la tendance à la baisse de la valeur ajoutée. En revanche, la confiance des consommateurs s'est récemment raffermie.

¹ Les taux de variation par rapport au trimestre précédent des agrégats économiques réels, corrigés des variations saisonnières et calendaires et (le cas échéant) corrigés des événements sportifs sont décrits ci-dessous. Les effets des événements sportifs concernent : PIB, agrégat sectoriel « arts, spectacles et activités récréatives », exportations et importations de services.

² Au 4^e trimestre 2022, la croissance du PIB corrigé des événements sportifs et celle du PIB non corrigé des événements sportifs ne diffèrent que très peu.

³ Selon le déflateur désaisonnalisé de la consommation privée.

Produit intérieur brut

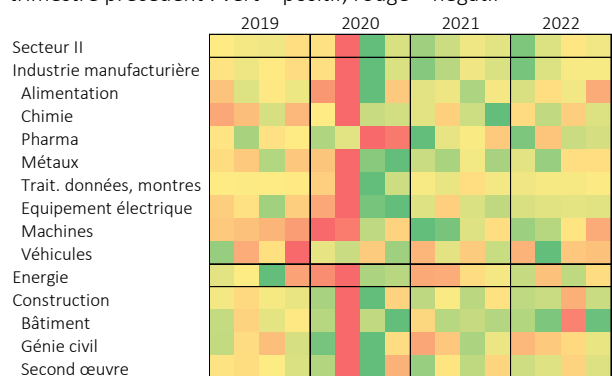
Production

Le produit intérieur brut (PIB) de la Suisse corrigé des événements sportifs n'a pratiquement pas évolué au 4^e trimestre 2022, avec une croissance arrondie à 0,0 % (graphique 1 et p. 8 ; le taux non corrigé des événements sportifs est également de 0,0 %).

Avec une contribution à la croissance de -0,1 point de pourcentage, le **secteur secondaire** a donné une impulsion négative pour le troisième trimestre consécutif. En revanche, le **secteur des services** a de nouveau contribué positivement à la croissance, à hauteur de 0,1 point, mais là aussi, l'évolution a été inférieure à la moyenne.

graphique 3 : Chiffres d'affaires dans l'industrie

valeurs nominales désaisonnalisées, variation par rapport au trimestre précédent : vert = positif, rouge = négatif



source : OFS

La valeur ajoutée dans l'**industrie manufacturière** a baissé de 0,3 %. Certes, la valeur ajoutée de l'**industrie chimique et pharmaceutique** a augmenté de 1,7 % en raison de la robustesse des ventes. Cependant, les **autres branches industrielles** ont enregistré une baisse de 1,3 %. D'une part, les exportations de biens industriels ont stagné à un niveau élevé. D'autre part, les chiffres d'affaires de l'industrie ont reculé dans de nombreuses branches, par exemple dans celles, importantes, des machines, des métaux et de l'horlogerie (graphique 3). Les entreprises ont été particulièrement affectées par le ralentissement économique à l'étranger en fin d'année : les PMI étrangers de l'industrie et des services, pondérés par les échanges commerciaux, se situent depuis août en dessous du seuil de croissance de 50 points. En conséquence, le climat des affaires sur le marché intérieur a été jugé avec pessimisme. En ce début d'année, le climat est contrasté : si l'appréciation du climat des affaires

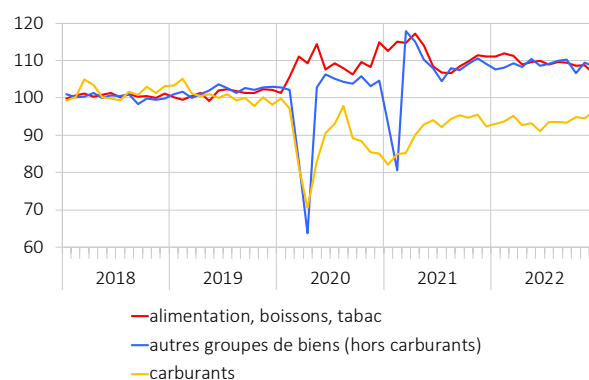
s'est légèrement améliorée selon les dernières enquêtes industrielles du KOF⁴, le PMI de l'industrie suisse était légèrement inférieur au seuil de croissance de 50 points en janvier 2023, et ce pour la première fois depuis juillet 2020.⁵ À l'étranger également, les enquêtes PMI de l'industrie ont conduit à des résultats inférieurs au seuil de croissance dans de nombreux pays. Dans l'ensemble, les enquêtes laissent présager un développement modéré de l'industrie en ce début d'année. Néanmoins, la poursuite de la hausse des effectifs indique un certain optimisme.

Le **secteur de la construction** a accusé un recul de 0,2 %. Il a ainsi enregistré son cinquième trimestre négatif consécutif et la valeur ajoutée est tombée à son plus bas niveau depuis fin 2015. Si les chiffres d'affaires ont évolué de manière robuste dans tous les segments, c'est probablement grâce à la hausse des prix de la construction au second semestre. En décembre, par exemple, les prix du ciment, du verre et de la céramique étaient supérieurs d'environ 8 % à leur niveau de l'année précédente. Cette situation est aggravée par le fait que les entreprises continuent d'éprouver de grandes difficultés à recruter de la main-d'œuvre.⁶

La valeur ajoutée du **secteur de l'énergie** a baissé de 3,1 %. Alors que la production d'électricité est repartie à la hausse au 4^e trimestre par rapport au trimestre précédent, les centrales à accumulation par pompage ont continué à consommer beaucoup d'énergie pour fournir des réserves de stockage.

graphique 4 : Chiffres d'affaires du commerce de détail

valeurs réelles désaisonnalisées, moyenne de 2015 = 100



source : OFS

⁴ <https://kof.ethz.ch/fr/news-et-manifestations/medias/communiqués-de-presse/2023/02/Enquetes-conjoncturelles.html>

⁵ <https://www.procore.ch/fr/magazine/news-detail/pmi-janvier-2023-glisement-du-pmi-industrie-sous-le-seuil-de-croissance/>

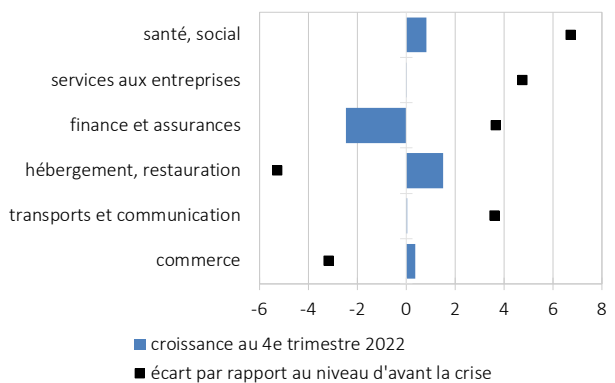
⁶ Dans l'enquête de décembre du KOF sur le climat des affaires dans le secteur de la construction, près de 60 % des entreprises ont déclaré manquer de main-d'œuvre.

La valeur ajoutée du **commerce de détail** a stagné à un niveau élevé au 4^e trimestre (0,0 %). Alors que les chiffres d'affaires ont baissé dans la plupart des groupes de biens, celui des carburants a continué de progresser (graphique 4, graphique 5). Les données relatives aux transactions par carte de débit et de crédit indiquent que cette évolution modérée se poursuivra en début d'année. Néanmoins, les détaillants restent confiants quant au climat des affaires. L'évolution positive du commerce de gros, tirée notamment par la croissance du commerce automobile et du commerce de transit, se traduit par une croissance de 0,4 % pour l'ensemble du commerce.

Le **secteur des transports et des communications** a connu une croissance inférieure à la moyenne (+0,1 %). Le volume de marchandises transportées par le rail a sensiblement diminué au 4^e trimestre dans un contexte de faible développement industriel. En revanche, le secteur du transport de voyageurs, notamment dans le trafic aérien, a de nouveau progressé. L'évolution dans le secteur de **l'hôtellerie et de la restauration**, où la valeur ajoutée a augmenté de 1,5 %, est encourageante : la reprise après la crise du coronavirus s'est poursuivie dans le tourisme. Corrigées des variations saisonnières, les nuitées ont, au 4^e trimestre, dépassé pour la première fois le niveau d'avant la crise de fin 2019. Certes, le nombre de Suisses passant leurs vacances dans le pays est à présent un peu moins élevé qu'à l'époque record de la pandémie, mais cette baisse est largement compensée par la hausse du nombre de touristes en provenance de l'étranger.

graphique 5 : Valeur ajoutée, secteurs des services

valeurs réelles désaisonnalisées, en %, niveau d'avant la crise : niveau au 4^e trimestre 2019

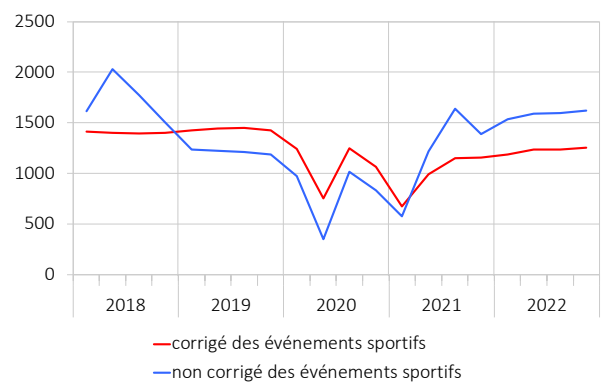


Les autres branches de services ont, pour la plupart, enregistré une croissance au 4^e trimestre. La valeur ajoutée a augmenté dans le **secteur de la santé et de l'action sociale** (+0,8 %), dans **l'administration publique** (+0,4 %) et dans les **autres activités de services** (+0,6 %). Les **services liés aux entreprises** ont été moins performants que prévu et la valeur ajoutée a stagné (+0,0 %). Les **services financiers** ont enregistré un recul (-2,5 %).

La croissance du secteur des **arts, spectacles et activités récréatives** a été de 1,4 % en moyenne. Non corrigé des événements sportifs, le secteur a progressé de 1,5 %. La différence de croissance entre les deux séries peut paraître surprenante au premier abord, cela étant à mettre en relation avec la Coupe du monde de football au Qatar, qui s'est déroulée au 4^e trimestre. Il convient également de noter qu'au cours des deux dernières années, quatre grands événements sportifs internationaux ont eu lieu : le championnat d'Europe de football et les Jeux olympiques d'été, en 2021, les Jeux olympiques d'hiver au 1^{er} trimestre 2022 et, plus récemment, la Coupe du monde de football. Sous l'effet des deux premiers événements, la valeur ajoutée de l'industrie du divertissement a donc fortement progressé aux 2^e et 3^e trimestres 2021. Elle est ensuite restée élevée sous l'influence des événements qui ont suivi (graphique 6). L'absence de tels événements au 1^{er} trimestre 2023 devrait avoir un effet négatif important sur le taux de croissance du secteur.

graphique 6 : Valeur ajoutée, secteur du divertissement

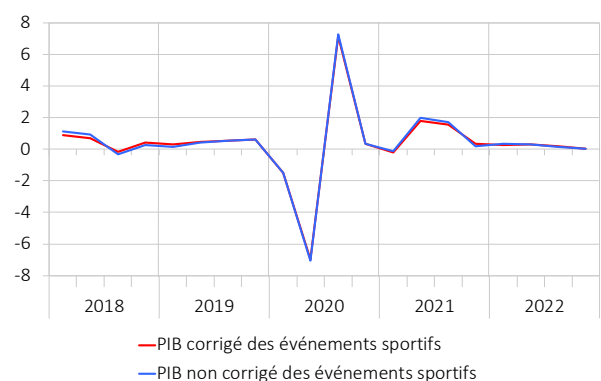
valeurs réelles désaisonnalisées, niveau en mio de francs



Dans ce contexte, l'effet des événements sportifs sur la croissance du PIB au 4^e trimestre est donc minime (graphique 7).

graphique 7 : PIB et grands événements sportifs internationaux

valeurs réelles désaisonnalisées, variation en % par rapport au trimestre précédent



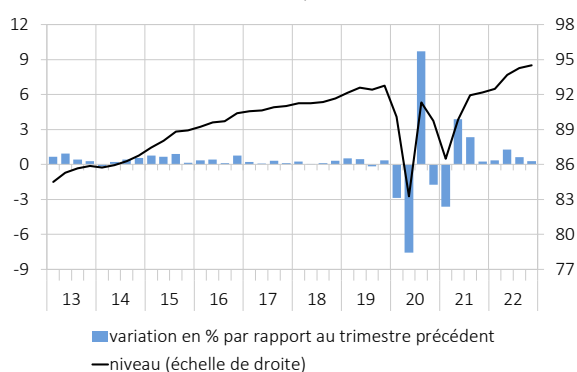
Dépenses

Consommation

La consommation privée a augmenté de 0,3 % au 4^e trimestre (graphique 8 et p. 9 s.)⁷. Après une forte reprise au cours des deux trimestres précédents, les dépenses de consommation ont connu une croissance légèrement inférieure à la moyenne en fin d'année.

graphique 8 : Consommation privée

valeurs réelles désaisonnalisées, niveau en mia de francs



source : SECO

Les dépenses en services de restauration et d'hébergement ont poursuivi leur développement dynamique. Parallèlement, les dépenses en voyages à l'étranger ont continué d'augmenter de manière considérable. Les dépenses de transport ont également évolué à la hausse : outre les transports publics, les transports privés ont aussi enregistré une croissance des dépenses. Les nouvelles immatriculations d'automobiles se redressent lentement après avoir atteint un niveau très bas. L'approvisionnement plus stable de l'industrie automobile en intrants a probablement contribué à cette évolution.

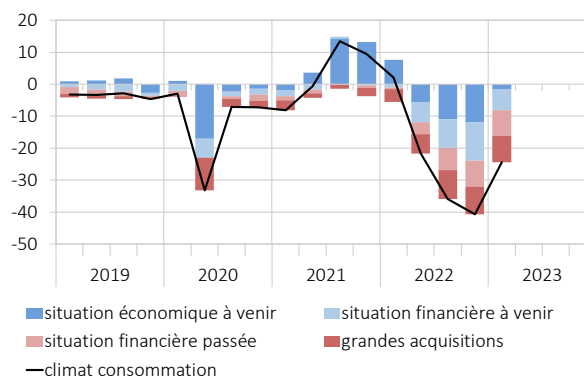
En revanche, l'évolution des dépenses de consommation dans le commerce de détail a été continuellement faible. Les dépenses dans le secteur alimentaire ont diminué : les produits alimentaires et les boissons du commerce de détail ont été davantage remplacés par des repas pris au restaurant. Les achats plus importants, tels que les meubles et les appareils électroménagers, ont également montré une baisse de la demande. Dans le même temps, les dépenses d'habillement et de chaussures ont diminué, tout comme les dépenses de logement et d'énergie. La douceur du climat a largement contribué à ce résultat, les besoins en chauffage ayant été inférieurs à la normale pendant la saison.

Le faible développement de la consommation correspond à un climat de consommation toujours morose.

Toutefois, selon la dernière enquête, celui-ci s'est sensiblement amélioré depuis le niveau historiquement bas du trimestre précédent (graphique 9).

graphique 9 : Climat de consommation

déviations par rapport à la moyenne depuis 1972, valeurs désaisonnalisées, contributions des composantes



source : SECO

D'une part, les consommateurs continuent de porter un jugement particulièrement sombre sur la situation actuelle : le sous-indice relatif à la situation financière récente stagne à un niveau très bas. L'évolution des prix a probablement joué un rôle important dans cette évaluation négative. Par conséquent, les personnes interrogées continuent d'exprimer de fortes réticences à faire des achats importants.

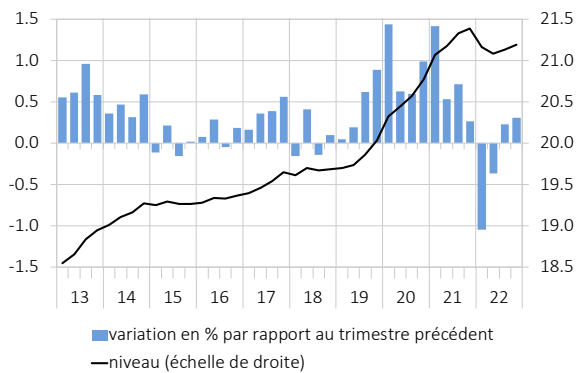
D'autre part, les ménages suisses expriment des attentes nettement plus optimistes pour les douze prochains mois qu'au trimestre précédent. En particulier, les attentes concernant l'évolution économique générale se sont sensiblement améliorées. La situation financière future est également envisagée sous un jour nettement plus favorable qu'en octobre 2022 et les anticipations d'inflation se sont encore détendues. En outre, la situation très positive du marché du travail devrait soutenir le pouvoir d'achat des ménages.

Les **dépenses de consommation des administrations publiques** ont légèrement augmenté au 3^e trimestre (+0,3 % ; graphique 10). Une hausse légèrement plus forte des dépenses nominales a été contrebalancée par une nouvelle augmentation des prix, qui a freiné la progression en termes réels. Au cours des derniers trimestres, la consommation de l'État a été inférieure aux niveaux atteints en 2021, qui avaient notamment été soutenus par les dépenses liées à la pandémie.

⁷ Y c. la consommation des organisations privées sans but lucratif.

graphique 10 : Consommation de l'État

valeurs réelles désaisonnalisées, niveau en mia de francs



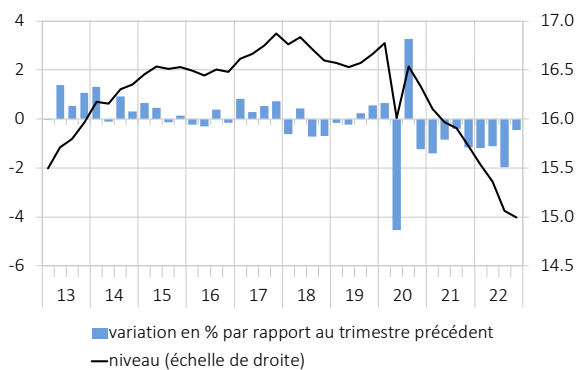
source : SECO

Investissements

Les **investissements dans la construction** ont baissé au 4^e trimestre pour le neuvième trimestre consécutif (-0,5 % ; graphique 11), bien que moins fortement qu'au trimestre précédent. Pour la première fois depuis un an et demi, la construction résidentielle a connu une légère reprise, tandis que l'investissement a reculé, en particulier dans le génie civil mais aussi dans la construction commerciale. La pénurie de biens intermédiaires s'est quelque peu atténuée, ce qui s'est traduit par un ralentissement de la hausse des prix de la construction en comparaison des trimestres précédents. Cependant, la pénurie de main-d'œuvre qualifiée dans le secteur de la construction a continué de s'aggraver.

graphique 11 : Investissements dans la construction

valeurs réelles désaisonnalisées, niveau en mia de francs



source : SECO

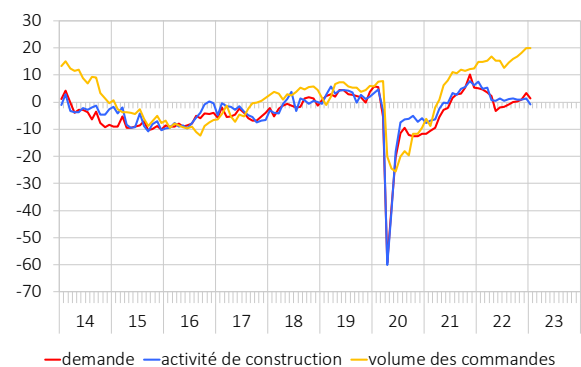
Les carnets de commandes dans le secteur de la construction se sont récemment stabilisés à un niveau élevé (graphique 12), en particulier dans le bâtiment et le second œuvre. Il convient de noter à cet égard qu'outre le génie civil et le bâtiment, seule une fraction du second œuvre entre en ligne de compte au titre des investissements dans la construction.

La situation favorable des carnets de commandes ne devrait guère se traduire par une augmentation de l'activité

de construction à court terme. Bien que l'utilisation des capacités de production ait récemment atteint un niveau historiquement élevé, il est peu probable que les capacités puissent être augmentées étant donné la pénurie persistante de main-d'œuvre qualifiée. De manière générale, les entreprises s'attendent à ce que la demande et l'activité de construction stagnent au cours des prochains mois. L'une des raisons de la stagnation de la demande est la hausse des taux d'intérêt hypothécaires au cours des derniers mois. En outre, la hausse des taux d'intérêt généraux rend les immeubles de rendement moins attrayants pour les investisseurs. De premières baisses de prix ont déjà été observées dans ce segment. On peut supposer que la population a continué à croître, ce qui est de nature à soutenir la demande, tout comme la baisse considérable du nombre de logements vacants. De plus, l'augmentation des taux d'intérêt hypothécaires devrait aussi entraîner une légère hausse des loyers, ce qui rendra les immeubles de rendement à nouveau attrayants en tant qu'investissement.

graphique 12 : Construction, indicateurs de confiance

soldes désaisonnalisés, demande et activité de construction : attentes pour les 3 prochains mois



source : KOF

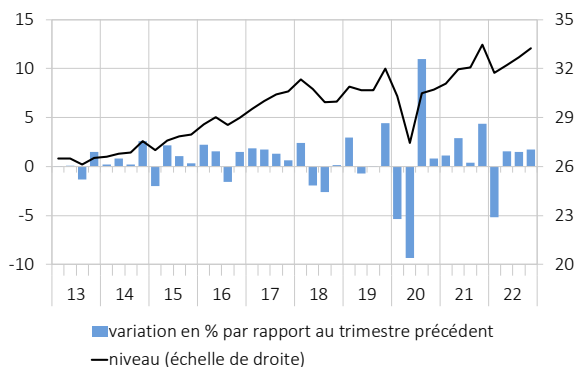
Les **investissements en biens d'équipement** ont augmenté de 1,7 % au 4^e trimestre (graphique 13). Une fois de plus, les investissements dans les véhicules automobiles ont été fortement stimulés par l'atténuation des difficultés d'approvisionnement au niveau international. Mais les investissements dans les machines, les équipements électriques, la recherche et le développement ainsi que diverses petites rubriques d'investissement volatiles ont également contribué à la croissance. En revanche, après plusieurs trimestres de croissance, les investissements dans l'informatique et les services informatiques ont reculé pour la première fois.

La récente détente sur les marchés de l'énergie et la réduction de l'impact des goulets d'étranglement sur le marché des biens intermédiaires ont probablement contribué à améliorer le climat d'investissement. Néanmoins, la hausse des taux d'intérêt ainsi que les prix de l'énergie, qui restent élevés en comparaison historique,

continuent à exercer un effet négatif. En conséquence, les prévisions des producteurs de biens d'investissement concernant les entrées de commandes se sont considérablement assombries depuis l'été (graphique 14). En revanche, la proportion d'entreprises rencontrant des difficultés de financement a récemment diminué : près de 7 % de l'ensemble des entreprises manufacturières ont déclaré que les restrictions financières constituaient un obstacle à la production. L'utilisation des capacités de production dans l'industrie s'est légèrement affaiblie récemment mais elle demeure à un niveau supérieur à la moyenne, ce qui indique un certain besoin d'investissement. Cependant, du côté de l'offre, l'activité continue d'être freinée par la pénurie de main-d'œuvre qualifiée chez les producteurs de biens d'investissement.

graphique 13 : Investissements en biens d'équipement

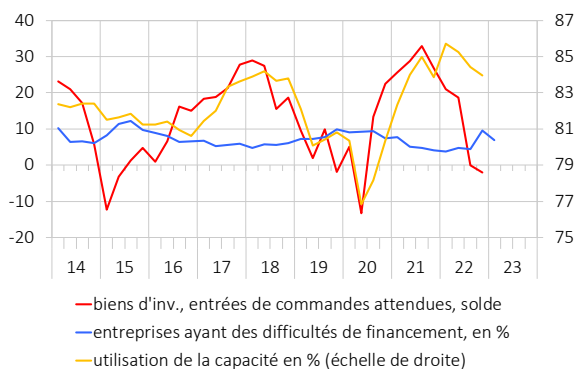
valeurs réelles désaisonnalisées, niveau en mia. de francs



source : SECO

graphique 14 : Indicateurs, industrie

valeurs désaisonnalisées



source : KOF

Commerce extérieur

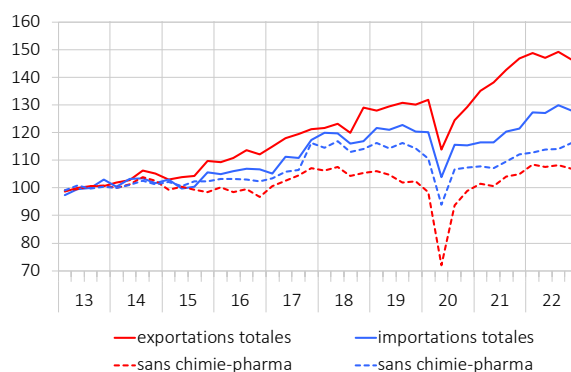
Le commerce extérieur corrigé des événements sportifs a, dans son ensemble, apporté une contribution légèrement positive à la croissance du PIB au 4^e trimestre 2022 (voir également p. 9 s.). Alors que le commerce de marchandises a donné une impulsion négative, le commerce

des services a globalement contribué positivement à la croissance du PIB.

Après une forte hausse au 3^e trimestre 2022, le **commerce extérieur de marchandises** a nettement reculé au 4^e trimestre (graphique 15).⁸ La baisse largement étayée des exportations (-1,9 %) a principalement été observée en octobre et novembre. En décembre et janvier, les exportations de marchandises ont considérablement augmenté, en particulier les produits chimiques et pharmaceutiques (graphique 16), un segment qui se révèle très résistant aux perturbations conjoncturelles à l'étranger mais qui peut néanmoins subir de fortes fluctuations d'un mois à l'autre. La baisse des importations de marchandises (-1,5 %) au 4^e trimestre est principalement due aux produits chimiques et pharmaceutiques.

graphique 15 : Commerce extérieur de marchandises

valeurs réelles désaisonnalisées, moyenne 2013 = 100



source : SECO

Les exportations de montres et d'instruments de précision ont légèrement diminué au 4^e trimestre. Au cours des trois dernières années, elles se sont révélées être un pilier important des exportations de marchandises de la Suisse : la forte baisse du début de la crise du coronavirus a été suivie d'une forte reprise. Début 2022, elles ont atteint un niveau d'environ 10 % supérieur à celui d'avant la crise, alors que début 2023, la plupart des autres rubriques atteignaient à peine le niveau de fin 2019 ou lui étaient inférieures.

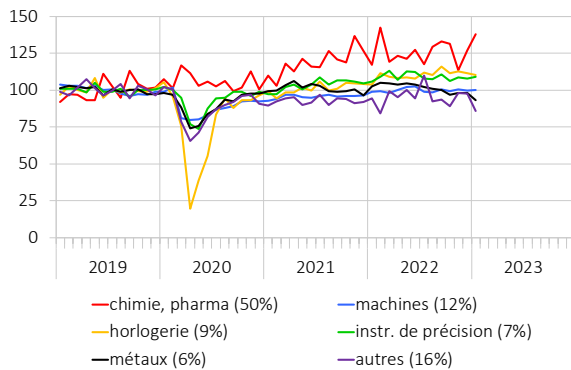
Si l'on considère le commerce de marchandises en excluant l'importante rubrique des produits chimiques et pharmaceutiques, les exportations et les importations de marchandises présentent une évolution légèrement opposée : alors que les importations ont continué à augmenter au 4^e trimestre, notamment du fait de l'atténua-

⁸ Ci-après, afin de faciliter l'interprétation conjoncturelle, les exportations et importations de marchandises sont commentées à l'exclusion des objets de valeur et du commerce de transit. En raison de différences de définition et de déflation, les chiffres présentés ici diffèrent de ceux de l'Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières. Les formes abrégées suivantes sont utilisées dans les graphiques : chimie, pharma : produits de l'industrie chimique et pharmaceutique ; machines : machines, appareils et électronique.

tion des difficultés d'approvisionnement, les exportations ont légèrement reculé en raison d'un contexte international défavorable.

graphique 16 : Exportations de marchandises, diverses rubriques

valeurs réelles désaisonnalisées, moyenne 2019 = 100, entre parenthèses : quote-part respective en 2022



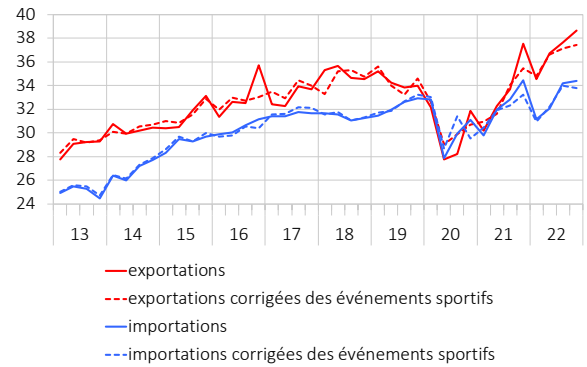
source : SECO

Les **exportations de services** corrigées des événements sportifs ont enregistré une croissance modérée (+0,8 %) au 4^e trimestre 2022, après avoir progressé de 1,4 % au trimestre précédent (non corrigé des événements sportifs : +2,7 % contre +2,4 % au trimestre précédent ; graphique 17). Cette hausse a notamment été soutenue par la croissance des exportations de services de maintenance et de réparation ainsi que de licences et de brevets. Le tourisme international a également continué à se redresser. Tant les services de transport que le tourisme ont connu une nouvelle phase d'expansion. En décembre, le nombre de nuitées de visiteurs en provenance des États-Unis a même atteint un record pour cette période de l'année. Dans l'ensemble, les nuitées de visiteurs étrangers ont alors presque retrouvé leur niveau d'avant la crise de décembre 2019 (graphique 18). Un certain potentiel de reprise devrait toutefois subsister. Les visiteurs asiatiques, en particulier les Chinois, ont renoncé à se rendre en Suisse, principalement en raison de la persistance des restrictions de voyage. Cette situation devrait changer suite à la levée des mesures de lutte contre le coronavirus en Chine en décembre 2022, ce qui

laisse présager une nouvelle hausse du nombre de visiteurs. Les services aux entreprises ont contribué négativement au résultat global des exportations de services.

graphique 17 : Commerce extérieur de services

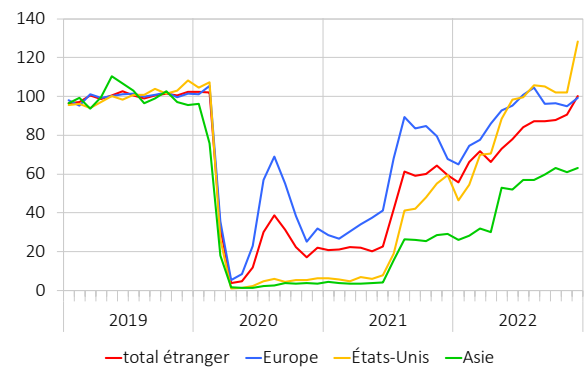
valeurs réelles désaisonnalisées, niveaux en mia de francs



source : SECO

graphique 18 : Nuitées selon la provenance des touristes

valeurs désaisonnalisées, moyenne 2019 = 100



source : OFS (désaisonnalisation : SECO)

Les **importations de services** corrigées des événements sportifs ont diminué de 0,6 % au 4^e trimestre 2022, après avoir augmenté de 5,5 % au trimestre précédent (non corrigé des événements sportifs : +0,5 % après +6,7 % ; graphique 17). Les services de transport, notamment, ont apporté une contribution négative. Le tourisme ainsi que la recherche et le développement ont toutefois donné une impulsion positive.

tableau 1 : Produit intérieur brut selon l'approche par la production
valeurs réelles désaisonnalisées, variation en % par rapport au trimestre précédent

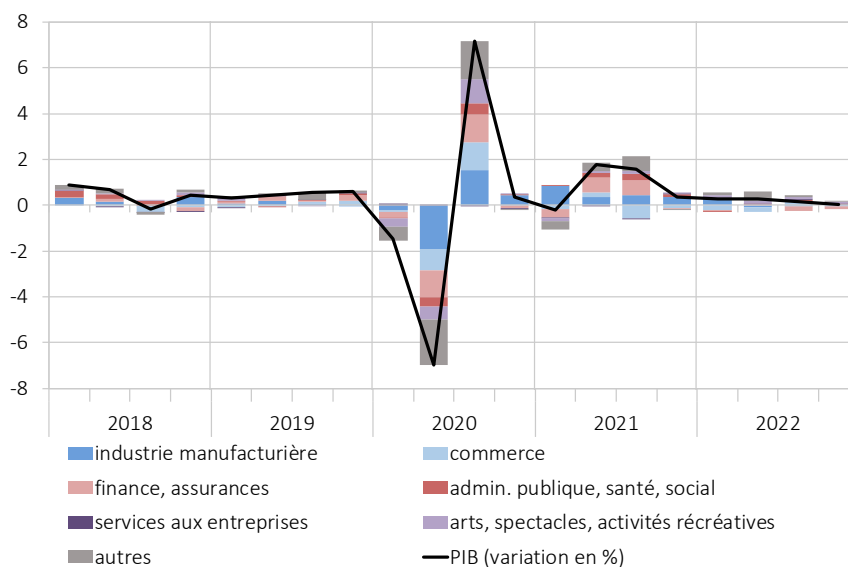
	22:1	22:2	22:3	22:4
Produit intérieur brut*				
<i>valeurs corrigées des événements sportifs</i>	0.3	0.3	0.2	0.0
<i>valeurs non corrigées des événements sportifs</i>	0.3	0.3	0.2	0.0
Industrie manufacturière	1.6	-0.4	-0.3	-0.3
Construction	-0.6	-1.7	-2.1	-0.2
Commerce	-1.2	-1.0	1.5	0.4
Hébergement, restauration	0.9	12.6	2.2	1.5
Finance, assurances	-0.2	-1.5	-2.3	-1.0
Services aux entreprises	0.0	0.1	0.6	0.0
Administration publique	0.1	0.1	0.5	0.4
Santé, social	1.1	1.2	0.7	0.8
Arts, spectacles, activités récréatives*				
<i>valeurs corrigées des événements sportifs</i>	2.5	4.0	0.4	1.4
<i>valeurs non corrigées des événements sportifs</i>	10.9	3.5	0.2	1.5
Autres	1.1	2.4	0.3	-0.1

* Concernés par les effets des événements sportifs : PIB, agrégat sectoriel « Arts, spectacles, activités récréatives ».

source : SECO

graphique 19 : Contributions des secteurs à la croissance du PIB

valeurs réelles désaisonnalisées et corrigées des événements sportifs, variation en points de pourcentage par rapport au trimestre précédent



source : SECO

Industrie manufacturière : Noga 10 à 33 ; **Construction** : Noga 41 à 43 ; **Commerce** : Commerce; réparation d'automobiles, Noga 45 à 47 ; **Hébergement, restauration** : Noga 55 à 56 ; **Finance, assurances** : Activités financières et d'assurance, Noga 64 à 66 ; **Services aux entreprises** : Activités immobilières, scientifiques et techniques, de services administratifs et de soutien, Noga 68 à 82 ; **Administrations publiques** : Noga 84 ; **Santé, social** : Santé humaine et activités sociales, Noga 86 à 88 ; **Arts, spectacles et activités récréatives** : Noga 90 à 93 ; **Autres** : Agriculture, sylviculture et pêche, Noga 01 à 03 ; Industries extractives, Noga 05 à 09 ; Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné, Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et depollution, Noga 35 à 39 ; Transports et entreposage, Noga 49 à 53 ; Information et communication, Noga 58 à 63 ; Enseignement, Noga 85 ; Autres activités de services, Noga 94 à 96 ; Activités des ménages en tant qu'employeurs et pour usage final propre, Noga 97 à 98 ; Impôts et subventions sur les produits.

tableau 2 : Produit intérieur brut selon l'approche par la dépense

valeurs réelles désaisonnalisées, variation en % par rapport au trimestre précédent

	22:1	22:2	22:3	22:4
Produit intérieur brut*				
<i>valeurs corrigées des événements sportifs</i>	0.3	0.3	0.2	0.0
<i>valeurs non corrigées des événements sportifs</i>	0.3	0.3	0.2	0.0
Consommation privée	0.3	1.3	0.6	0.3
Consommation des administrations publiques	-1.0	-0.4	0.2	0.3
Investissements en biens d'équipement	-5.2	1.5	1.5	1.7
Investissements dans la construction	-1.2	-1.1	-2.0	-0.5
Exportations de biens sans objets de valeur	4.8	-11.9	9.7	-1.7
ainsi que sans commerce de transit	1.3	-1.2	1.4	-1.9
Exportations de services*				
<i>valeurs corrigées des événements sportifs</i>	-1.8	5.2	1.4	0.8
<i>valeurs non corrigées des événements sportifs</i>	-8.0	6.4	2.4	2.7
Importations de biens sans objets de valeur	4.9	-0.1	2.2	-1.5
Importations de services*				
<i>valeurs corrigées des événements sportifs</i>	-6.9	4.1	5.5	-0.6
<i>valeurs non corrigées des événements sportifs</i>	-9.4	2.9	6.7	0.5

* Concernés par les effets des événements sportifs : PIB, exportations et importations de services.

source : SECO

tableau 3 : Contributions à la croissance du PIB

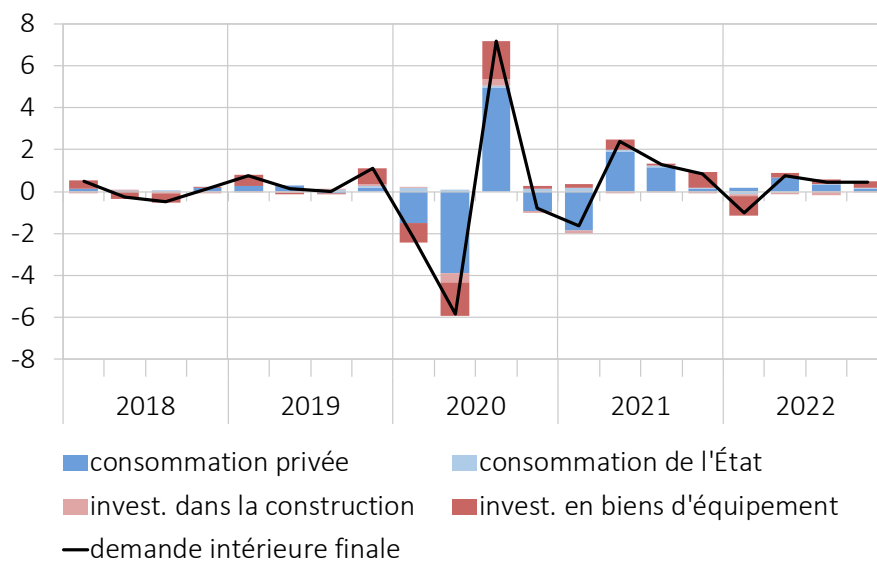
valeurs réelles désaisonnalisées et (le cas échéant) corrigées des événements sportifs, variation en points de pourcentage par rapport au trimestre précédent

	2022:1	2022:2	2022:3	2022:4
Demande intérieure finale	-1.0	0.8	0.4	0.4
Variation des stocks y compris erreur statistique*	-0.4	4.7	-2.7	-0.4
Balance commerciale sans objets de valeur*	1.6	-5.1	2.3	0.0

* Concernés par les effets des événements sportifs : variation des stocks y compris erreur statistique et balance commerciale sans objets de valeur

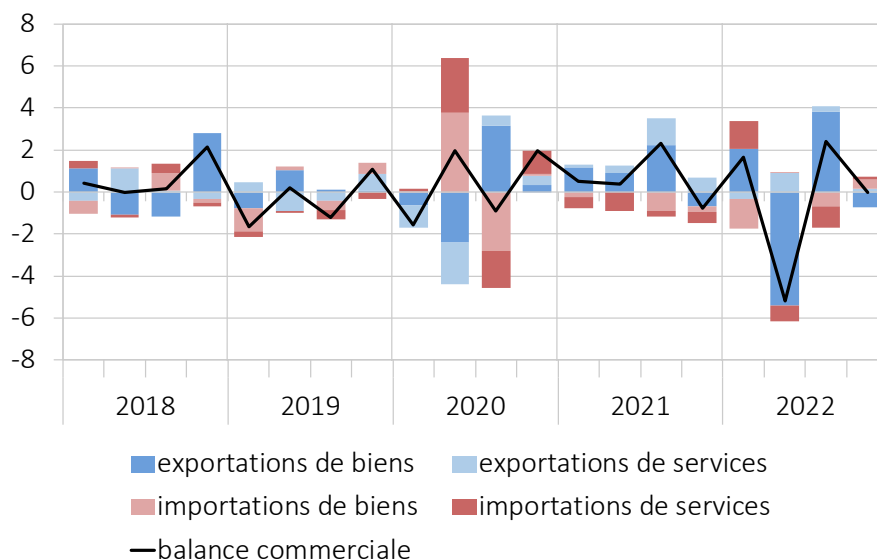
source : SECO

graphique 20 : Composantes de la demande intérieure finale
 contributions à la croissance du PIB en points de pourcentage par rapport
 au trimestre précédent, valeurs réelles désaisonnalisées



source : SECO

graphique 21 : Composantes de la balance commerciale
 contributions à la croissance du PIB en points de pourcentage par rapport au trimestre précédent, valeurs réelles
 désaisonnalisées et corrigées des événements sportifs, exportations et importations de marchandises sans les objets de valeur



source : SECO

Encadré : Premiers résultats annuels pour 2022 – Le PIB suisse augmente de 2,1 %

Suite à la clôture du 4^e trimestre, les premières données provisoires des comptes nationaux sont disponibles pour **l'ensemble de l'année 2022**. Le PIB de la Suisse, corrigé des variations saisonnières et des événements sportifs, a connu une croissance de 2,1 %, ce qui est supérieur à la moyenne, contre 3,9 % en 2021.⁹ L'année dernière, la conjoncture a été marquée par des évolutions contradictoires. D'une part, la reprise après la crise du coronavirus s'est poursuivie et les chaînes d'approvisionnement mondiales se sont progressivement assouplies. D'autre part, l'économie suisse a été confrontée à de nouveaux enjeux. L'environnement international s'est assombri. En particulier, la situation énergétique tendue en Europe sur fond de guerre en Ukraine a entraîné une hausse des prix de l'énergie, ce qui a pesé sur le développement.

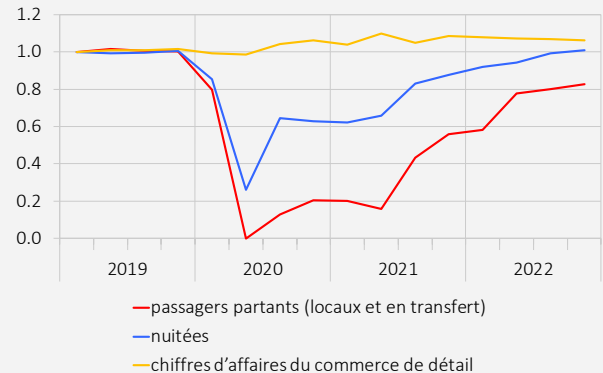
D'autres pays européens ont connu en 2022 une croissance du PIB plus forte que celle de la Suisse (zone euro : 3,5 % en 2022 contre 5,3 % en 2021).¹⁰ Toutefois, l'effondrement lors de la crise du coronavirus a été nettement moins marqué dans notre pays. Dès le 2^e trimestre 2021, le PIB de la Suisse a retrouvé son niveau d'avant la crise de fin 2019, alors que cela n'est arrivé que plus tard dans les autres pays européens (zone euro : 4^e trimestre 2021). L'interprétation des taux de croissance annuels en 2022 doit tenir compte de ce contexte.

En Suisse, la reprise après la crise du coronavirus, en 2022, s'est poursuivie dans plusieurs **branches des services**. Début avril, les mesures d'endiguement ont été en grande partie levées sur le territoire national, ce qui a entraîné une hausse de la valeur ajoutée dans les secteurs particulièrement touchés : loisirs, tourisme, mobilité. Fin 2022, le nombre de nuitées a retrouvé son niveau d'avant la crise pour la première fois depuis le début de la pandémie (graphique 22). Les visiteurs européens et américains ont également contribué à ce résultat, tandis que les visiteurs chinois, par exemple, ont été largement absents. La population suisse, quant à elle, a recommencé à voyager à l'étranger. Cette mobilité accrue se reflète dans le nombre de passagers dans les aéroports suisses qui, au 4^e trimestre 2022, n'a été « plus que » de 16 % inférieur au niveau d'avant la crise trois ans auparavant.

Dans l'ensemble, la valeur ajoutée a fortement augmenté dans **l'hôtellerie et la restauration** (+52,4 %), les **arts, spectacles et activités récréatives** (+23,7 %) et les

transports et communications (+6,8 %). Ces trois secteurs ont contribué pour environ 1,3 point de pourcentage à la croissance du PIB en 2022 (graphique 23). Toutefois, à ce jour, ni le secteur de l'hôtellerie et de la restauration, ni l'industrie du divertissement n'ont réussi à retrouver leur niveau de valeur ajoutée d'avant la crise.

graphique 22 : Mobilité, tourisme et commerce de détail
valeurs désaisonnalisées, 1^{er} trimestre 2019 = 1



sources : OFAC, OFS, désaisonnalisation des passagers et nuitées : SECO

Avec le retour à la normale après la situation pandémique, la demande de services des consommateurs a augmenté. La demande de biens a cependant diminué à partir d'un niveau élevé (graphique 22). Cela se traduit par un léger recul de la valeur ajoutée dans le **commerce de détail** (-0,6 %). Les autres branches de services ont connu des évolutions contrastées et n'ont guère contribué, dans l'ensemble, à la croissance du PIB.

Du côté des dépenses, les effets de rattrapage après la crise du coronavirus se sont particulièrement reflétés dans les **dépenses de consommation privée** (graphique 24), qui ont connu une croissance de 4,0 %, la plus forte jamais enregistrée depuis le début de la série en 1980. L'inflation a certes atteint 2,8 % en 2022, son niveau le plus élevé depuis les années 1990, mais ce chiffre reste modéré en comparaison internationale. En outre, la situation favorable du marché du travail a soutenu les revenus. En fin de compte, une partie au moins des ménages aurait constitué une épargne importante au cours des deux années précédentes. Outre la consommation privée, le commerce extérieur de services s'est nettement remis de la crise. Les **exportations de services**

⁹ Afin de faciliter l'interprétation conjoncturelle, les taux de croissance commentés ci-dessous sont les taux réels, corrigés des variations saisonnières et des événements sportifs. Comme de grands événements sportifs internationaux ont eu lieu en 2021 et en 2022, l'effet du lissage des effets des grandes manifestations sportives sur le taux de croissance annuel du PIB en 2022 est faible. Sans ajustement, il en résulte une croissance du PIB de 2,1 % en 2022, contre 4,2 % en 2021.

¹⁰ Valeur annuelle pour la zone euro en 2022 : calcul du SECO sur la base de l'estimation rapide du PIB au 4^e trimestre 2022. Pour plus d'informations sur l'évolution internationale du PIB, voir le chapitre « Environnement international et monétaire » des Tendances conjoncturelles, prochaine publication le 16 mars 2023.

ont progressé de 10,5 %, principalement grâce au tourisme et aux services de transport.

Le commerce de marchandises, en 2022, a contribué négativement à la croissance du PIB pour la première fois depuis cinq ans. Le contexte international difficile a de plus en plus freiné les secteurs de l'industrie suisse particulièrement sensibles à la conjoncture. Au niveau international, la demande d'exportations suisses a été freinée par des taux de renchérissement élevés, par la hausse des taux d'intérêt et par les incertitudes liées à la guerre en Ukraine et à l'approvisionnement énergétique en Europe. En outre, le commerce de transit a connu un recul. Bien que les exportations de produits chimiques et pharmaceutiques, très peu sensibles à la conjoncture, aient à nouveau progressé, les **exportations de marchandises**¹¹ (+1,5 %) n'ont que faiblement augmenté en 2022. Cela fait toutefois suite à une forte croissance en 2021. Fin 2022, les exportations de marchandises¹¹ dépassaient de plus de 10 % leur niveau de fin 2019. La croissance des **importations de marchandises**¹¹ (+8,0 %) s'est accélérée en 2022 par rapport à l'année précédente, en raison de la reprise de la demande intérieure. En outre, les difficultés d'approvisionnement au niveau mondial se sont atténuées au cours de l'année, ce qui a probablement exercé un effet de soutien.

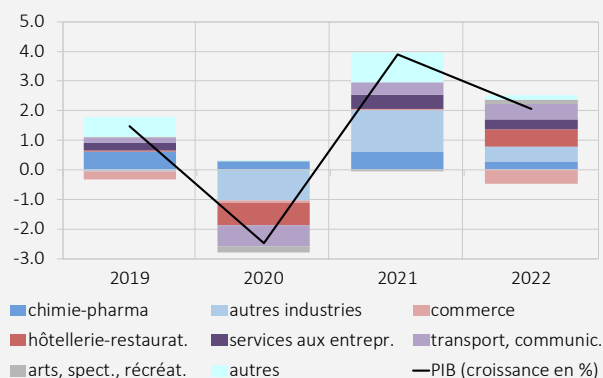
Conformément à l'évolution des chiffres d'affaires de l'industrie et des exportations, l'**industrie manufacturière** a connu une année 2022 à deux vitesses. Au 1^{er} trimestre, le secteur a pratiquement renoué avec la forte croissance de l'année précédente. Cependant, au cours de l'année, le dynamisme des branches industrielles les plus exposées aux fluctuations conjoncturelles s'est progressivement affaibli. Pour l'ensemble de l'année 2022, la croissance de l'industrie manufacturière est nettement supérieure à la moyenne (4,3 %) grâce à un début d'année vigoureux. Au 4^e trimestre 2022, la valeur ajoutée de la branche dépassait d'un peu plus de 10 % son niveau d'avant la crise du coronavirus, et celle de l'industrie chimique et pharmaceutique de près de 18 %.

À l'inverse, le **secteur de la construction** (-3,7 %) a enregistré en 2022 la plus forte baisse de la valeur ajoutée depuis les années 1990. Les goulets d'étranglement en

matière de main-d'œuvre qualifiée et de produits intermédiaires, ainsi que la forte hausse des prix de la construction, ont notamment pesé sur l'évolution. En conséquence, les **investissements dans la construction** (-4,3 %) ont fortement diminué. Quant aux **investissements en biens d'équipement**, ils ont connu une croissance inférieure à la moyenne (+1,1 %) en raison de la détérioration de l'environnement international.

graphique 23 : Contributions des secteurs à la croissance¹²

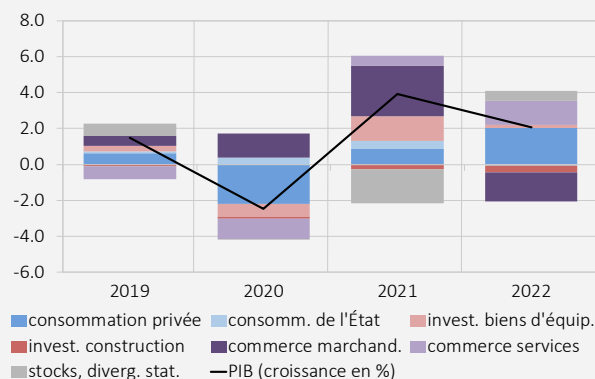
valeurs réelles désaisonnalisées et corrigées des événements sportifs, en points de pourcentage



source : SECO

graphique 24 : Contributions des composantes à la croissance

valeurs réelles désaisonnalisées et corrigées des événements sportifs, en points de pourcentage, sans les objets de valeur



source : SECO

Rédaction : Philipp Wegmüller, Felicitas Kemeny

¹¹ Sans les objets de valeur.

¹² Les codes Noga des secteurs illustrés se trouvent à la page 8.

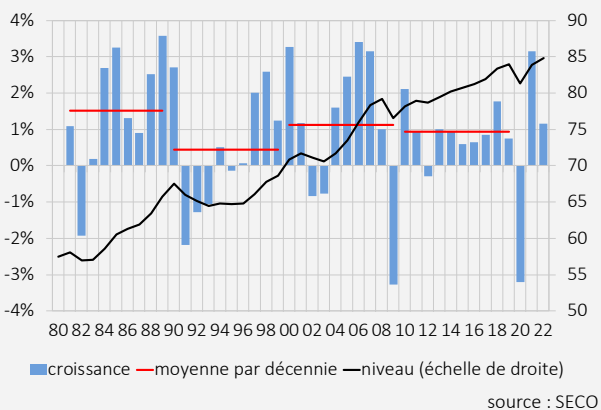
Encadré : PIB suisse par habitant : un développement solide depuis la crise du coronavirus

Le PIB par habitant mesure la performance économique moyenne d'un pays, par habitant, et constitue au niveau international un indicateur courant de la prospérité de la population. Il reflète à la fois l'évolution du PIB et celle de la population résidente. Au cours des trois dernières années, la performance économique internationale a été marquée par l'effondrement engendré par la crise du coronavirus et la reprise qui a suivi. Ces fortes fluctuations se répercutent sur le PIB par habitant, alors que la population a connu une évolution beaucoup plus stable.

En conséquence, le PIB suisse, par habitant, corrigé des événements sportifs s'est effondré de 3,2 % en 2020 puis a rebondi fortement, de 3,2 %, en 2021. En 2022, selon les premières données provisoires du PIB¹³ et une estimation du chiffre de la population¹⁴, il a progressé de 1,2 %, ce qui est supérieur à la croissance moyenne enregistrée au cours des dix années précédant la crise du coronavirus (graphique 25). Au total, le PIB suisse, par habitant, corrigé des événements sportifs, en 2022, était supérieur de 1,0 % à son niveau de 2019. Si l'on tient compte à la fois de l'effondrement et de la reprise après la crise, même la période mouvementée de la pandémie de coronavirus s'est finalement accompagnée d'une croissance modérée par habitant.

graphique 25 : PIB par habitant de la Suisse

valeurs réelles, corrigées des effets des événements sportifs, niveau en milliers de francs



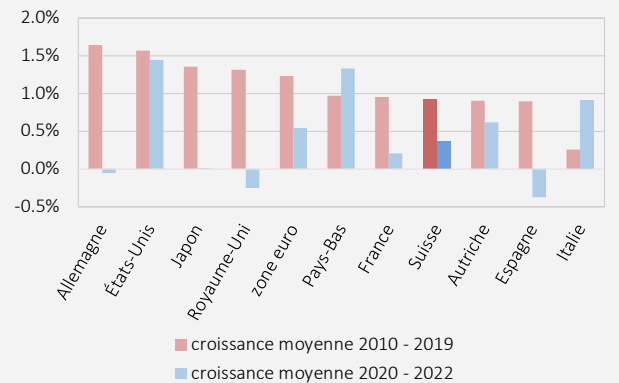
Pour une comparaison internationale pertinente, les données nationales sont d'abord converties dans une monnaie unique (le dollar américain) puis corrigées en fonction du pouvoir d'achat (parité de pouvoir d'achat, PPA ; angl. PPP pour « Purchasing-Power-Parity ») pour

une année de base donnée.¹⁵ La correction porte sur le fait que le prix du panier de biens n'est pas le même dans tous les pays, c'est-à-dire que l'on ne peut pas acheter les mêmes quantités d'un même produit d'un pays à l'autre avec la même somme d'argent.

Au cours des dix années qui ont précédé la crise du coronavirus, la croissance du PIB par habitant a été plus faible en Suisse qu'aux États-Unis et en Allemagne : en moyenne, de 2010 à 2019, ces deux pays ont enregistré une croissance d'environ 1,6 %, contre 0,9 % pour la Suisse (graphique 26). Une croissance similaire a été enregistrée aux Pays-Bas, en France et en Autriche (0,9 %). L'Italie a obtenu le plus mauvais résultat, avec une croissance moyenne de seulement 0,3 %.

graphique 26 : PIB par habitant, comparaison internationale¹⁶

valeurs réelles désaisonnalisées, en USD, PPA constantes de 2018, estimation pour la population de 2022, PIB corrigé des événements sportifs



De 2020 à 2022, la croissance du PIB par habitant, aux États-Unis, a également été nettement supérieure à celle de la Suisse : l'économie américaine a été particulièrement dynamique pendant la phase de récupération de la crise du coronavirus, ce qui a entraîné une hausse du PIB par habitant de 1,4 % par an, en moyenne, entre 2020 et 2022 (graphique 26). Le niveau de 2019 a été dépassé d'un peu plus de 4 % en 2022 (graphique 27). En revanche, la croissance par habitant dans la zone euro (0,5 %, +1,2 % par rapport à 2019) n'a été que légèrement supérieure à celle de la Suisse (0,4 %, +1,0 % par rapport à 2019). Les différents pays de la zone euro ont connu des évolutions différentes. Ainsi, l'Italie a dépassé

¹³ Voir l'encadré « Premiers résultats annuels pour 2022 – Le PIB suisse augmente de 2,1 % » à la page 11 et sous https://www.seco.admin.ch/seco/fr/home/Publikationen_Dienstleistungen/Publikationen_und_Formulare/konjunkturtenenz/spezialthema/exkurs_bip_2022.html.

¹⁴ Estimation basée sur les chiffres disponibles mensuellement concernant l'excédent des naissances sur les décès et le solde migratoire.

¹⁵ Pour des explications détaillées, se reporter à l'encadré de la page 6 de <https://www.oecd.org/sdd/prices-ppp/2078177.pdf>.

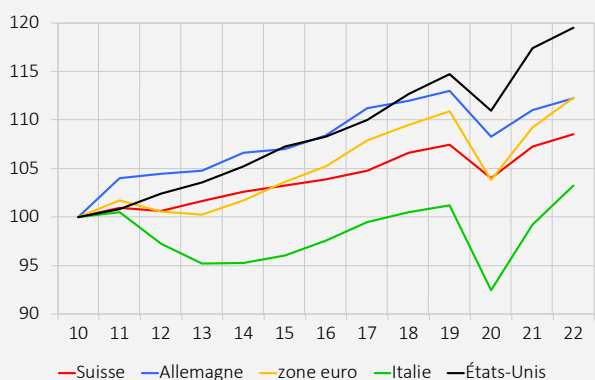
¹⁶ Population de la Suisse en 2022 : estimation basée sur les chiffres de l'excédent de naissances disponibles chaque mois ; population des autres pays en 2022 : selon les prévisions de l'OCDE de novembre 2022.

plus nettement son niveau d'avant la crise, tandis que l'Allemagne n'a pas encore retrouvé ce niveau en 2022. Dans l'ensemble, l'analyse par habitant confirme que la Suisse a été relativement épargnée dans la crise du coronavirus par rapport à d'autres pays.

Cumulé sur l'ensemble de la période 2010-2022, le PIB par habitant, en Suisse, a connu une croissance considérable de 9 % (graphique 27). En Allemagne, la croissance a été plus forte jusqu'en 2017, mais elle a été faible au cours des années suivantes. Cela peut s'expliquer par le fait que l'industrie allemande est confrontée à des problèmes structurels dans son important secteur automobile. L'évolution de l'Italie mérite également d'être relevée : bien qu'une légère reprise se soit amorcée suite aux réformes structurelles timidement mises en place depuis la crise de la dette européenne de 2012, le PIB par habitant de l'Italie, en 2022, est à peine plus élevé que dix ans auparavant.

graphique 27 : PIB par habitant en comparaison internationale

valeurs réelles désaisonnalisées, 2010 = 100, en USD, PPA constantes de 2018, estimation pour la population de 2022, PIB corrigé des événements sportifs



sources : SECO, Eurostat, BEA, OCDE

Les données indexées présentées dans le graphique 27 conviennent à la représentation de l'évolution sur une période donnée. Cependant, elles ne permettent pas de déterminer quels pays sont les plus performants en termes de PIB réel par habitant. C'est pourquoi le tableau 4 présente également le niveau du PIB et du PIB par habitant aux prix de 2022, convertis en dollars américains. Le PIB nominal de la Suisse s'élevait à 806 milliards de dollars en 2022. La population étant de 8,8 millions d'habitants, le PIB par habitant de la Suisse s'élève à près de 92 000 dollars américains. Les pays voisins, les États-Unis et le Royaume-Uni affichent des valeurs nettement inférieures, comprises entre 33 600 et 76 800 dollars US.

Les chiffres du PIB par habitant corrigés du pouvoir d'achat sont indiqués dans la dernière colonne du tableau 4. Avec près de 82 000 dollars US par habitant, la Suisse est là aussi en tête des pays industrialisés. Parmi les pays représentés ici, les États-Unis arrivent en deuxième et troisième position, avec environ 77 000 dollars US, et l'Autriche avec 66 000 dollars US. Le coût de la vie étant plus élevé en Suisse, l'écart entre la Suisse et les pays de référence est moins important que pour le PIB par habitant non corrigé du pouvoir d'achat. L'habitant moyen de la Suisse peut néanmoins s'offrir beaucoup plus qu'un habitant de la zone euro, des États-Unis ou du Royaume-Uni.

tableau 4 : Aperçu de l'année 2022

PIB nominal, conversion en USD avec moyenne annuelle des cours de change, PPA : corrigé du pouvoir d'achat, estimation pour la population de 2022

	population	PIB	PIB/habitant	PIB/habitant
	mio	mia USD	1000 USD	1000 USD, PPA
Suisse	8.8	805.8	91.8	81.9
Allemagne	83.9	4'065.2	48.5	63.3
France	68.3	2'780.3	40.7	55.5
Italie	59.0	1'981.7	33.6	51.1
Autriche	9.0	470.6	52.4	66.3
Zone euro	345.5	13'925.1	40.3	55.7
États-Unis	331.6	25'464.5	76.8	76.8
Royaume-Uni	67.8	3'060.1	45.2	54.7

sources : SECO, Eurostat, BEA, OCDE

En résumé, la Suisse reste donc l'un des pays les plus prospères du monde. Cependant, dans les décennies à venir, les changements démographiques constitueront un autre défi. Selon les scénarios démographiques de l'Office fédéral de la statistique¹⁷, la population de plus de 65 ans devrait augmenter de près d'un demi-million de personnes entre 2022 et 2032, et le nombre de personnes actives quittant le marché du travail en raison de leur âge devrait être supérieur à celui des jeunes entrant sur le marché du travail dans les années à venir. L'immigration peut tout au moins freiner le déclin de la population active car les migrations se produisent généralement à l'âge actif. Mais dans l'ensemble, selon les scénarios à long terme de la Confédération, l'évolution démographique devrait freiner considérablement la croissance du PIB par habitant au cours des dix prochaines années.

Rédaction : Philipp Wegmüller, Simon Flury

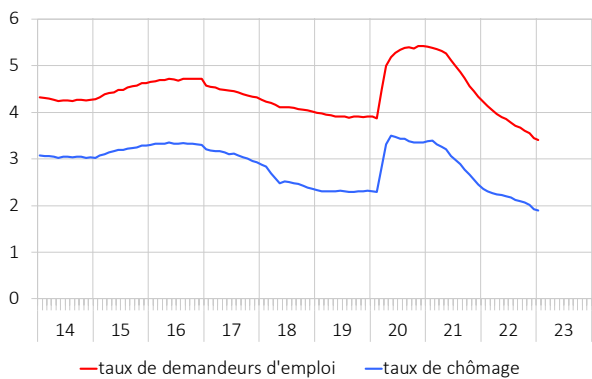
¹⁷ Voir Office fédéral de la statistique OFS, scénario de référence des scénarios de l'évolution démographique, <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/population/evolution-future/scenarios-suisse.html>.

Marché du travail

Le nombre de chômeurs corrigé des variations saisonnières a reculé d'environ 1 200 unités supplémentaires en janvier 2023, par rapport au mois précédent, pour s'établir à environ 87 400. Le taux de chômage désaisonnalisé s'est ainsi maintenu à 1,9 %, soit environ 0,4 point de pourcentage de moins qu'avant la crise du coronavirus en février 2020 (graphique 28). En janvier 2023, le nombre de demandeurs d'emploi¹⁸ corrigé des variations saisonnières a diminué d'environ 1 500 par rapport au mois précédent, pour atteindre 156 600, soit un taux de 3,4 %.

graphique 28 : Chômage et demandeurs d'emploi

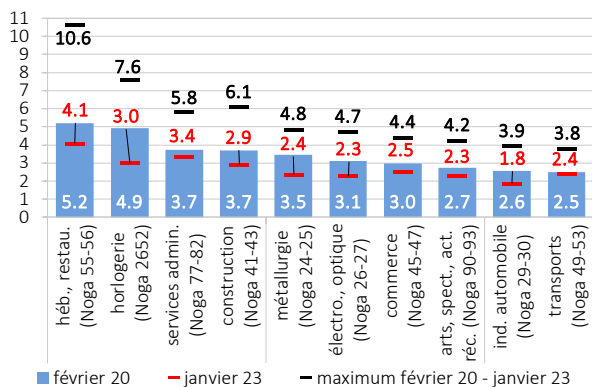
valeurs désaisonnalisées, taux en % de la population active



source : SECO

graphique 29 : Taux de chômage, diverses branches

valeurs désaisonnalisées, en % de la population active, entre parenthèses : codes Noga des secteurs d'activité économique



source : SECO

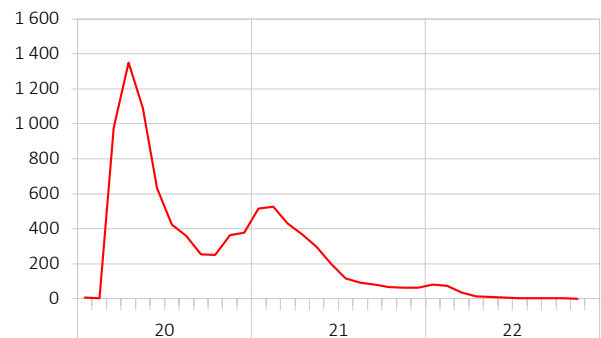
Depuis le 1^{er} trimestre 2022 environ, le taux de chômage est plus ou moins inférieur au niveau d'avant la crise dans presque tous les secteurs (graphique 29). En janvier 2023, le taux de chômage était particulièrement bas dans

l'horlogerie, mais cela s'explique aussi par la forte hausse du chômage enregistrée dans cette branche au cours des mois précédant le début de la crise du Covid-19.

La reprise après la crise du coronavirus se traduit également par une réduction quasi-totale des indemnités pour réduction de l'horaire de travail (RHT) (graphique 30). En novembre 2022, des RHT avaient été comptabilisées pour environ 1 500 employés. Le nombre de préinscriptions aux RHT approuvées a continué de diminuer en janvier 2023 par rapport à décembre 2022. Au total, en janvier 2023, 430 établissements disposaient d'une autorisation de décompte des RHT pour environ 8 400 employés, dont 6 800 (81 %) dans l'industrie manufacturière.

graphique 30 : Chômage partiel comptabilisé depuis 2020

nombre d'employés en milliers



source : SECO

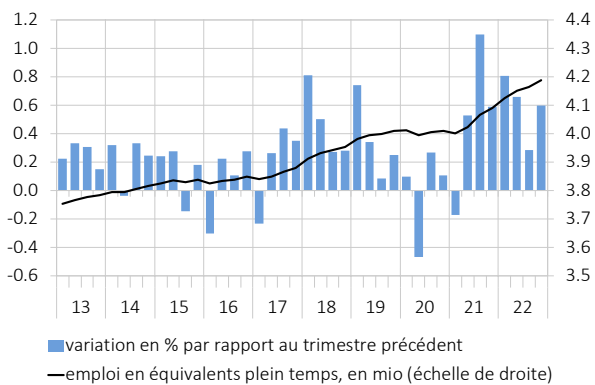
Au 4^e trimestre 2022, l'emploi en équivalents plein temps a augmenté de +0,6 % par rapport au trimestre précédent (graphique 31).

La croissance de l'emploi en équivalents plein temps a été plus forte dans le secteur secondaire (+0,8 %) que dans le secteur tertiaire (+0,5 %) (graphique 32). La hausse de l'emploi dans le secteur secondaire s'explique notamment par un essor plus marqué de la fabrication d'ordinateurs et de montres et de la construction de machines. Dans le secteur tertiaire, l'emploi a considérablement augmenté dans le commerce de gros et dans la restauration. Dans de nombreuses autres branches du secteur tertiaire, l'emploi a évolué de manière moins dynamique.

¹⁸ Les demandeurs d'emploi comprennent les chômeurs inscrits auprès d'un office régional de placement (ORP) et les demandeurs d'emploi non chômeurs. Ces derniers comprennent les personnes qui occupent toujours un emploi aux termes d'un contrat ayant fait l'objet d'un préavis de résiliation, qui disposent d'un revenu intermédiaire, qui participent à une mesure active du marché du travail (p. ex. un programme d'emploi temporaire ou une formation complémentaire) ou qui, en raison par exemple d'une maladie, ne sont pas immédiatement disponibles.

graphique 31 : Emploi en équivalents plein temps

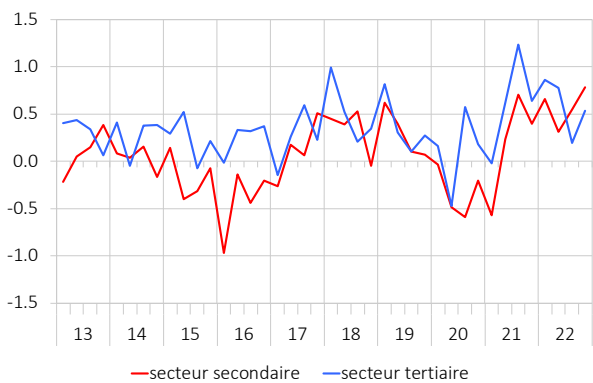
valeurs désaisonnalisées



source : OFS (désaisonnalisation : SECO)

graphique 32 : Équivalents plein temps dans les secteurs secondaire et tertiaire

valeurs désaisonnalisées, variation en % par rapport au trimestre précédent

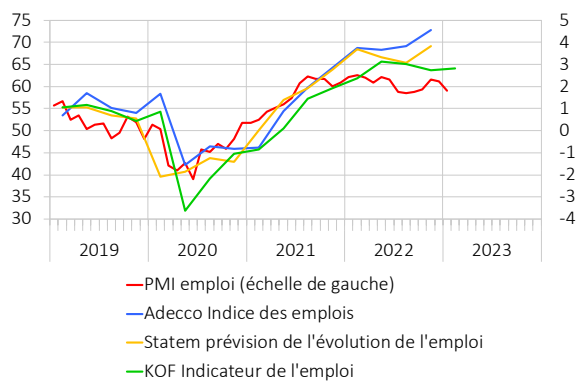


source : OFS (désaisonnalisation : SECO)

Les perspectives d'emploi de la Statem et l'indice du marché de l'emploi Adecco ont de nouveau nettement progressé au 4^e trimestre 2022, ce qui indique une accélération de la croissance de l'emploi (graphique 33). De même, l'indicateur de l'emploi du KOF pour le 1^{er} trimestre 2023 continue de suggérer un dynamisme positif de l'emploi, même s'il a évolué latéralement. Seul le sous-indice désaisonnalisé de l'indice des directeurs d'achat de l'industrie (PMI) a reculé en janvier 2023. À 59 points, il restait toutefois bien au-dessus du seuil de croissance de 50 points.

graphique 33 : Perspectives d'emploi

PMI : valeur mensuelle ; autres indices : valeurs trimestrielles standardisées

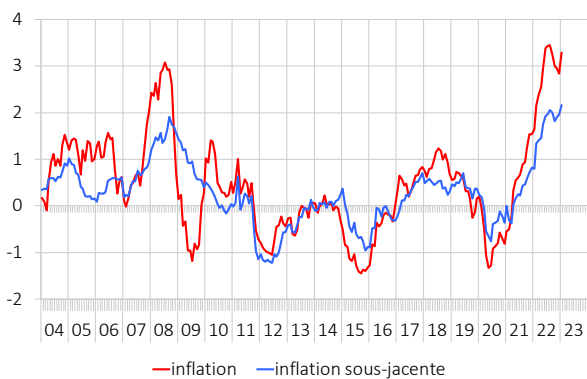


sources : CS/Procure, Adecco, OFS, KOF

Prix

Après avoir progressivement reculé jusqu'en décembre 2022 en raison de la baisse des cours du pétrole, l'inflation atteignait alors 2,8 % avant de remonter à 3,3 % en janvier 2023, conformément aux prévisions du Groupe d'experts de la Confédération et d'autres prévisionnistes (graphique 34). La hausse de l'inflation est notamment due à l'augmentation des tarifs de l'électricité pour les clients captifs.¹⁹ En janvier, les tarifs ont augmenté en moyenne de 25,5 %. Conformément aux prévisions, cela a contribué à l'inflation à hauteur d'environ 0,5 point de pourcentage (graphique 35, barre bleu foncé).

graphique 34 : Indice des prix à la consommation (IPC)
variation sur un an en %, inflation sous-jacente : sauf produits frais et saisonniers, énergie et carburants



source : OFS

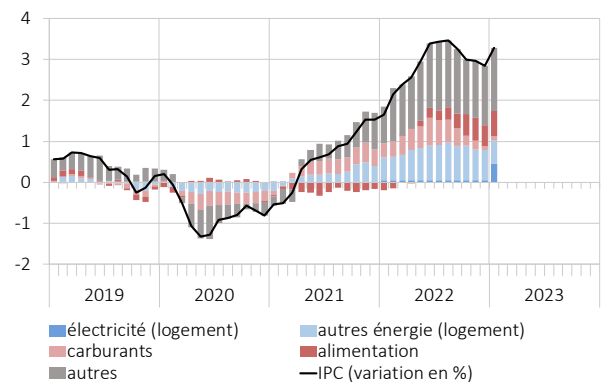
La contribution des autres agents énergétiques a continué de baisser en janvier, principalement en raison des prix du mazout et du gaz. Jusqu'en décembre 2022, les prix des carburants avaient entraîné une baisse de la contribution de l'énergie à l'inflation.²⁰ Dans un contexte d'approvisionnement énergétique moins tendu, les prix des produits pétroliers et du gaz ont diminué au cours des derniers mois. Début 2023, ils étaient parfois nettement inférieurs à leurs niveaux de l'été 2022. Au total, l'énergie hors électricité a contribué à l'inflation à hauteur de 0,6 point de pourcentage en janvier, contre 1,4 point en août 2022.

L'inflation sous-jacente, qui exclut non seulement l'énergie (logement) et les carburants, mais aussi les produits frais et saisonniers, était de 2 % ou très légèrement en

dessous de ce chiffre au second semestre 2022. En janvier, elle est passée à 2,2 % (graphique 34). C'est la première fois depuis le début de son relevé en mai 2001 que l'inflation sous-jacente se situe clairement au-dessus de la zone que la BNS assimile à la stabilité des prix. Les prix des produits alimentaires ont notamment contribué à la hausse de janvier (graphique 35). Ils ont augmenté de 5,6 % par rapport à l'année précédente ; en décembre 2022, le taux correspondant de l'année précédente était encore de 4,0 %. La hausse des prix s'est surtout accélérée pour le pain, la farine et les produits céréaliers (+9,1 % par rapport à janvier 2022), le lait, le fromage, les œufs (+8,2 %) et les graisses alimentaires (+13,4 %). Les prix de l'habillement et des chaussures ont également augmenté plus fortement qu'en décembre (3,5 % contre 2,2 %).

graphique 35 : Contributions des composantes à l'inflation

variation sur un an en points de pourcentage



source : OFS

Avec la publication des chiffres de janvier, les pondérations des différents postes de l'IPC ont été – comme d'habitude – révisées.²¹ Les ajustements des pondérations entre les principaux groupes sont parfois énormes.²² Avec cette révision, les pondérations de l'IPC reviennent, pour la plupart des rubriques, aux ordres de grandeur que l'on observait avant la pandémie. Bien que les rubriques concernées présentent des taux de renchérissement très différents, le changement de pondérations n'a globalement pas d'impact significatif sur le taux d'inflation.

¹⁹ Cf. annonce de l'ElCom de septembre 2022 : <https://www.elcom.admin.ch/elcom/fr/home/documentation/medienmitteilungen.msg-id-90237.html>.

²⁰ Énergie dans son ensemble : énergie dans le secteur du logement et carburants.

²¹ Voir <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/prix.assetdetail.24245589.html>.

²² Le poids du groupe principal Restaurants et hôtels passe de 5,8 % à 9,3 %, celui du groupe principal Loisirs et culture de 6,8 % à 8,2 %. La part des dépenses des ménages consacrée aux transports a continué d'augmenter. En revanche, le poids de l'IPC des produits alimentaires et boissons non alcoolisées passe de 12,6 % à 11,0 %, celui des soins de santé de 16,7 % à 15,3 %. De même, le poids des loyers de logement diminue sensiblement, passant de 19,6 % à 18,6 %.